

## LOI DE FINANCES POUR 2017

## Ce qui va changer

**Exit les questions macroéconomiques et les équilibres budgétaires qui ont prévalu dans les débats sur la loi de finances pour 2017, des répercussions immédiates sur le coût de la vie commenceront à se ressentir dès janvier prochain. La spéculation orchestrée par les distributeurs de tabacs, qui ont augmenté les prix avant l'entrée en vigueur des taxes prévues, en donne déjà un avant-goût.**

La mesure phare du projet de loi de finances 2017 votée avant-hier par les députés et qui aura un impact direct sur le coût de la vie est la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui passe de 17 à 19% et de 7 à 9% pour le taux réduit. La répercussion de cette taxe sur la consommation aura une conséquence directe sur les prix de la majeure partie des produits. Et hormis quelques produits encore subventionnés — puisque les carburants et l'électricité verront leurs tarifs légèrement augmenter —, tout va être plus cher dès janvier 2017. Mais, ce n'est pas tout. Si la hausse des droits de douane ne concernera que des produits considérés comme luxueux et destinés à ceux qui peuvent en acheter, d'autres taxes vont être puisées directement dans les poches des citoyens.

En effet, le projet de loi de finances pour 2017 réintroduit l'imposition à l'IRG des plus-values de cessions à titre onéreux des immeubles bâtis et des droits y afférents au taux de 5% libérateur d'impôts après application d'un abattement dépendant de la durée de conservation du bien. Il propose aussi l'institution d'un nouveau taux de 10% en matière d'IRG locatif des habitations individuelles. A travers de nouvelles taxes sur les transactions immobilières, le gouvernement compte limiter les rentes qui se sont constituées essentiellement grâce aux aides de l'Etat, notamment dans les grandes villes dans lesquelles des rentes immobilières importantes se sont constituées.

Dans ce contexte, il convient de souligner que la vente des

biens de l'Etat à des prix symboliques à partir de 1981 ainsi que les logements publics à des prix soutenus a permis un important transfert de rente. Un patrimoine qui ne rapporte presque rien à l'Etat. L'imposition de la revente ou la location de ces biens immobiliers tient donc au souci d'améliorer les recettes fiscales de l'Etat qui a pris un sacré coup à cause de la dégringolade des prix du pétrole. Même si la majeure partie des bénéficiaires de biens de l'Etat n'a pas le niveau de revenus suffisant pour payer un impôt conséquent ou ne veut pas payer du tout.

Dans le même sillage, le projet de loi de finances institue un



Tout va être plus cher dès janvier 2017.

régime fiscal pour les opérations de vente des biens meubles d'occasion. Si l'objectif affiché est de contribuer à l'organisation du marché de l'occasion, celui concernant les véhicules automobiles en particulier, et permettre aux entreprises concer-

nées de développer ce segment d'activité, il n'en demeure pas moins que cela va se répercuter sur le prix de ces biens et meubles d'occasion et accentuerait la flambée des prix, notamment des véhicules d'occasion qui ont atteint des records jamais

égaux à cause de la pénurie résultante de l'instauration du système des quotas.

Par ailleurs, les fumeurs ont déjà vérifié cette hausse amorcée dès l'annonce de l'augmentation des taxes sur les tabacs. La logique spéculative s'est tout de suite emparée du marché des tabacs et les prix publics ont connu des hausses beaucoup plus importantes que les taux des taxes proposés dans le cadre de la loi de finances pour 2017. Une baisse des prix toucherait peut-être les médicaments parce qu'un abattement fiscal, qui prévoit de calculer la TAP pour les grossistes du médicament sur la base des deux tiers du chiffre d'affaires résultant des ventes des produits fabriqués localement, sera élargi à l'ensemble de leurs opérations. C'est-à-dire, y compris les médicaments importés. Sinon, tous les prix ou presque devront augmenter dès 2017.

L. H.

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

## Djezzy veut être leader de la 4G fixe

Les trois wilayas Djelfa, Sétif et Constantine ont été les trois premières wilayas où Djezzy a décidé de lancer la 4G octobre dernier.

L'extension de cette offre s'est étendue hier à 13 autres wilayas à savoir : Alger, Aïn Defla, Bordj, Bou-Arréridj, Bouira, Boumerdes, El Oued, Mostaganem, Oran, Skikda, Tizi-Ouzou, Tlemcen, Blida et Batna. Selon le DG de Djezzy, Tom Gutjahr, «l'opérateur assure désormais la plus grande couverture comparativement à ses deux autres concurrents», a-t-il déclaré hier lors d'une conférence tenue à Alger pour célébrer cette nouvelle extension de la 4G. Il a rajouté que «d'ici la fin de l'année en cours, nous allons assurer l'offre 4G dans 20 wilayas au total».

Par ailleurs, la 4G mobile ne suscite pas autant d'intérêt que la 4G fixe chez Djezzy. A en croire l'interlocuteur, ce constat s'appliquerait également au consommateur algérien. En effet, il a souligné que «l'Algérien

fait preuve d'un fort engouement face à la 4G fixe».

Ce mini-modem est non seulement pratique mais son plus grand atout, qui est d'ailleurs son argument de vente, est la mobilité. «On peut non seulement le transporter partout mais son haut débit permet également de partager sa connexion avec ses membres de la famille ou avec ses collaborateurs au bureau», a développé T. Gutjahr. Toutefois, ce débit varie entre la ville et les zones rurales puisque la fréquence est plus importante dans les zones urbaines. Il a nuancé également à cet effet que «dans les wilayas où la 4G n'est pas encore disponible, le modem bascule automatiquement vers la 3G».

Cette offre 4G fixe de Djezzy va certainement se diversifier, selon son DG, en promettant de développer les fréquences et les bandes passantes de son réseau. En rajoutant que l'équipe Djezzy est plus que jamais



Grand engouement pour la 4G fixe de Djezzy.

motivée suite à la réalisation d'un taux de croissance de 60% pour ce qui est de son offre 3G depuis 2015.

N. B.

## IL ANNONCE UN PROJET DE LOI SUR LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ (PPP)

## Boudjemaâ Talai : «l'Algérie est une terre d'investissement»

**Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, a inauguré hier à la Safex, le 14<sup>e</sup> Salon international des travaux publics (23-27 novembre) avec la participation de 200 entreprises nationales et étrangères, avec la France comme invitée d'honneur.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Lors d'un point de presse à la fin de sa visite des stands, M. Talai a mis en avant l'intérêt que représente l'Algérie pour les investisseurs étrangers. «L'Algérie est une terre d'investissement», s'est félicité Talai. Le ministre a, à l'occasion, annoncé qu'un projet de loi est en préparation relatif à la formule du partenariat public-privé (PPP), qui constitue la nouvelle orientation des pouvoirs-publics dans le financement des projets face à l'aménagement des ressources financières. Pour lui, ce genre de salon favorise aussi l'échange

d'expérience et de savoir-faire.

Le fait que les sociétés nationales côtoient des sociétés étrangères pourvues de savoir-faire et de technicité les aidera à être plus performantes, «et c'est le but que nous recherchons à travers ce genre de salon en ce qu'il favorise l'échange des expériences», dira Boudjemaâ Talai. Dans ce cadre, le ministre des Travaux publics et des Transports a annoncé à cette occasion la signature d'une convention entre la société algérienne des travaux routiers Altro Skikda et une entreprise indonésienne. Altro a réalisé plusieurs



Boudjemaâ Talai, ministre des Travaux publics et des Transports.

centaines de kilomètres de routes et autoroutes.

Le respect des délais et la qualité des travaux réalisés sont parmi les points forts reconnus par ses clients, se félicitent ses

responsables. De son côté, l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emié, s'est dit honoré par le choix de son pays comme invité d'honneur de cette manifestation, en annonçant la partici-

pation d'une trentaine d'entreprises françaises pour la plupart des petites et moyennes entreprises (PME).

Selon l'ambassadeur, les entreprises françaises sont venues avec un savoir-faire et une technologie qu'elles partageront volontiers avec leurs homologues algériennes. Dans le cadre de ce salon, il est prévu une journée d'étude organisée par la Direction générale des moyens d'études et de réalisation, animée par des experts français, sous le thème «les techniques de réalisation et d'entretien des infrastructures de base».

Il est prévu, en outre, la tenue de séances B to B avec les entreprises indonésiennes sur les possibilités d'investissement en Algérie.

Y. D.